

Une austérité qui étouffe et discrimine toujours plus



Dans notre société les personnes racisées, non-valides, LGBTQIA+, les femmes et les enfants sont surreprésenté·es parmi les catégories sociales les plus pauvres et précaires. Ne nous y trompons pas, cette situation est organisée politiquement notamment par l'austérité que les gouvernements successifs nous imposent et tentent à nouveau de nous imposer.

L'austérité au travail, une offensive sans précédent contre les travailleur·euses racisé·es, LGBTQIA+, non-valides, et femmes

Ces attaques envers les personnes minorisées passent notamment par le travail. A titre d'exemple, 70% des femmes noires déclarent avoir subi des discriminations dans leur parcours professionnel. Dans l'Éducation nationale, les inégalités sont nombreuses. Les personnes minorisées sont surreprésentées parmi les métiers les plus précaires et notamment parmi les AED et les AESH. Dans notre ministère, les femmes gagnent 13,6% de moins que les hommes. La clause de nationalité exclut les personnels originaires de pays extra-communautaires du statut de fonctionnaire. Les mesures et réformes qui s'enchaînent se font sur le dos des personnes minorisées. Elles doivent payer la dette imposée par Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs.

La baisse d'indemnisation des arrêts maladie des agent·es public·ques depuis mars 2025 pénalise les personnes trans notamment dans leur parcours de transition, les personnes non-valides ou encore les femmes enceintes. Le Pacte renforce les inégalités salariales. Le refus du ministère de créer un véritable statut pour les AED et les AESH les maintient dans la précarité. Cette politique austéritaire s'attaque également à la mise en place de véritables mesures de lutte contre les discriminations au sein du ministère. Sans moyen, les politiques de lutte contre les LGBTphobies, le racisme ou le sexisme restent lettre morte. Les mesures d'austérité que le nouveau ministre souhaitera faire passer auront des effets concrets sur les vies des LGBTQIA+, des personnes racisées, non-valides, et des femmes. Pour SUD éducation combattre l'austérité c'est combattre le racisme, le sexisme, le validisme et les LGBTphobies que subissent les travailleur·euses.



L'austérité imposée agrave les rapports de domination dans la société

Malgré les discours de façade, les politiques austéritaires menées par Emmanuel Macron renforcent le système patriarcal, raciste, validiste et LGBTIphobe. Depuis son arrivée au pouvoir les fermetures de centres de soin dédiés aux personnes

LGBQIA+, de crèches, de maternités s'enchaînent. Dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, les étudiant·es étranger·ères doivent payer plus cher leurs frais d'inscription. L'augmentation de la précarité, renforcée par le contexte d'inflation actuel, jette à la rue des familles de plus en plus nombreuses, et notamment des familles de personnes sans-papiers. La ségrégation sociale et raciale que subissent les quartiers populaires est renforcée par la baisse du budget qui leur est alloué et par la multiplication des fermetures de services publics. Le gel de la revalorisation des aides sociales, des minima sociaux et des revenus concerne majoritairement les personnes minorisées. La mise en place d'une année blanche voulue par le précédent gouvernement et pour lequel Sébastien Lecornu n'a toujours pas fait d'annonce, risquerait encore de renforcer les inégalités. L'austérité organisée est une violence raciste, sexiste et LGBTIphobe.



Face à l'austérité, les enfants en première ligne

Face à cette austérité, les enfants sont les premières victimes. 2 159 enfants ont passé la nuit à la rue avant la rentrée scolaire de 2025, 6% de plus qu'en 2024 et 30% de plus qu'en 2022. Il manque à ces chiffres les mineur·es non accompagné·es sans abri et les familles vivant en squats ou en bidonvilles qui ne sont pas comptabilisées. L'aide sociale à l'enfance est à bout de souffle. Les établissements de protection de l'enfance explosent et les enfants victimes de violences intra-familiales sont maintenus dans leur foyer faute de places ou de décisions de placement. Certains départements ferment des places d'accueil et stoppent des actions de prévention. Malgré la surreprésentation des enfants parmi les victimes de violences sexuelles et les scandales récents de pédocriminalité, aucune politique concrète et aucun budget supplémentaire n'est prévu pour mettre en sécurité les enfants. Les enfants sont également les premières victimes de la casse du service public d'éducation. Leurs conditions d'étude ne cessent de se dégrader. Les classes sont surchargées. Dans de trop nombreux établissements, certaines classes n'avaient pas de professeur·es en cette rentrée. La casse de l'éducation prioritaire se fait aux dépens des enfants des quartiers populaires. Les gouvernements s'enchaînent et l'école et ses élèves passent à la trappe.



Une société juste ne peut se construire sur le dos des enfants, des personnes racisées, non-valides, des LGBTQIA+ et des femmes. SUD éducation appelle tous les personnels de l'Éducation nationale à se mettre massivement en grève le 2 octobre et à participer aux manifestations.